

DOC-BOARD-21-03-13

Actualités de la politique sociale générale

Document destiné à l'information

Objectif de ce document

L'objectif de ce document est de présenter les sujets de discussion abordés lors de la réunion du Comité de la politique sociale et de l'inclusion du FEPH qui s'est déroulée le 3 mars.

Vous trouverez ci-joint le document du Comité reprenant les actualités des activités en cours concernant les droits de l'homme au niveau de l'Union européenne et des Nations Unies.

Sujets abordés par le Comité de la politique sociale et de l'inclusion

1. Actualités sur les Fonds structurels d'investissement (**voir annexe**) ;
2. Dernières nouvelles de la facilité de récupération et de résilience (**voir le document du Conseil 21-03-05**) ;
3. Présentation et discussion sur le travail de politique sociale prévu par le FEPH pour 2021 ;
4. Discussion sur la contribution du FEPH à la nouvelle Observation générale sur l'article 27 de la CDPH - Travail et emploi ;
5. Discussion sur le guide du FEPH pour des syndicats et des négociations collectives inclusifs ;

Annexe - Actualités sur les Fonds structurels d'investissement

Après deux ans et demi de négociations, les règlements relatifs aux dépenses des Fonds structurels d'investissement ont été établis. Le FEPH a tout mis en oeuvre pour influencer le résultat de trois règlements : le règlement sur les dispositions

communes (RPC), le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen Plus (FSE+).

Vous trouverez ci-dessous un bref aperçu des accords conclus pour chacun des règlements et dans quelle mesure ils correspondent aux exigences posées par le FEPH.

Règlement sur les dispositions communes (CPR)

- Obligation que l'utilisation des fonds « assure l'accessibilité aux personnes handicapées » (article 67 - Sélection des opérations par l'autorité de gestion).
- Nouvel article sur la non-discrimination, selon lequel les États membres doivent mettre en oeuvre des programmes afin de prévenir toute discrimination fondée sur le handicap et permettre, en particulier, de prendre en compte l'accessibilité pour les personnes handicapées tout au long de leur élaboration et de leur mise en œuvre (article 6a - Principes horizontaux).
- Le processus de partenariat et de gouvernance à plusieurs niveaux doit inclure des organismes pertinents représentant la société civile, tels que les partenaires environnementaux, les organisations non gouvernementales et les organismes chargés de promouvoir l'inclusion sociale, les droits fondamentaux, les droits des personnes handicapées, l'égalité des sexes et la non-discrimination. Par ailleurs, des fonds doivent être alloués à ces parties prenantes (article 6 - Partenariat et gouvernance à plusieurs niveaux).
- Référence à l'UNCPRD dans les considérants du règlement. Le considérant mentionne également que les fonds devraient être mis en œuvre de manière à favoriser la transition entre les soins en institution et les soins en milieu familial et communautaire et que, lors du financement des infrastructures, les fonds « doivent assurer l'accessibilité aux personnes handicapées ».
- Conditions d'habilitation horizontales (liste des exigences générales que les États membres doivent remplir pour utiliser les fonds) exigeant des États membres qu'ils garantissent la mise en œuvre correcte du pilier européen des droits sociaux et qu'ils disposent d'un cadre national pour la mise en œuvre de la CNUDPH afin d'utiliser les fonds de l'Union européenne.

- Conditions d'habilitation thématiques (liste d'exigences liées à des actions spécifiques pour des fonds spécifiques que les États membres doivent remplir pour utiliser le financement) indiquant que le **FEDER et le FSE+ doivent se concentrer sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**, combattre la ségrégation et adopter des mesures pour le passage des soins en institution aux soins de proximité. Il précise également que la conception de l'utilisation de ces fonds doit être « menée en étroite coopération avec les partenaires sociaux et les organisations de la société civile concernées ».

Vous trouverez ici notre [analyse complète de l'accord sur le CPR](#).

Fonds européen de développement régional (FEDER)

- Les objectifs spécifiques du FEDER incluent désormais la nécessité d'investir dans des « infrastructures accessibles » et de « promouvoir la transition des soins institutionnels vers les soins familiaux et communautaires ». Le texte stipule également que les fonds doivent être utilisés pour améliorer l'« inclusivité » du marché du travail. Par ailleurs, nous sommes parvenus à faire ajouter un nouveau considérant qui stipule ceci : « Afin de promouvoir l'inclusion sociale et de lutter contre la pauvreté, en particulier parmi les communautés marginalisées, il est nécessaire d'améliorer l'accès, également par le biais des infrastructures, aux services sociaux, éducatifs, culturels et récréatifs, y compris les sports, en tenant compte des besoins spécifiques des personnes handicapées, des enfants et des personnes âgées ». (Article 2 - Objectifs spécifiques pour le FEDER et le Fonds de cohésion).
- Dans l'article consacré à l'exclusion du champ d'application du FEDER, un nouveau considérant a été introduit indiquant que le **FEDER devrait soutenir la désinstitutionnalisation**, empêcher le financement de conditions de vie séparées et chercher à assurer des conditions de vie indépendantes (article 6 Exclusion du champ d'application du FEDER et du Fonds de cohésion).

Commenté [M01]: Nouveauté pour moi

Vous trouverez ici notre [analyse complète de l'accord sur le FEDER](#).

Commenté [M02]: A lire ... si j'avais le temps

Fonds social européen Plus (FSE+)

Les négociations sur le FSE+ n'ont été conclues que **fin janvier 2021**, ce qui signifie que **nous ne disposons toujours pas du** **texte final** pour analyse. Toutefois, les négociateurs nous ont informés le règlement final pourrait stipuler ceci :

Commenté [M03]: Dès que sorti : interpellier les Conseils d'avis et les gouvernements

- **25 % de l'argent du FSE+** sera consacré à **l'investissement dans l'inclusion sociale**.
- **3 % de l'argent** du FSE+ sera consacré à la **lutte contre la privation matérielle**.
- **Tous les États membres** sont **tenus** d'allouer un **montant adapté à la lutte contre la pauvreté des enfants**. Lorsque le nombre d'enfants menacés par la pauvreté est supérieur à la moyenne européenne (2017-19), **5 %** des ressources doivent être consacrées à des mesures qui contribuent à **l'égalité d'accès des enfants** aux soins de santé, à l'éducation, à la garde d'enfants, à un logement décent et à une alimentation adéquate.
- Les **États membres** sont tenus d'allouer un **montant adapté** à la mise en œuvre de la **garantie jeunesse**. Lorsque le nombre de NEET (jeunes n'ayant ni emploi, ni éducation, ni formation) est supérieur à la moyenne de l'Union européenne (2017-19), **12,5 %** des ressources doivent être consacrées à des mesures contribuant à l'emploi des jeunes.
- En ce qui concerne le **renforcement des capacités de la société civile et des partenaires sociaux**, un montant adapté doit être alloué dans tous les États membres, et un **minimum de 0,25 %** des fonds doit être accordé si les recommandations spécifiques à chaque pays l'exigent. 0,25 % n'est qu'un montant modeste, mais qui fera une différence dans les États membres où cela est vraiment nécessaire.

Commenté [M04]: A analyser !!!

Commenté [M05]: A vérifier avec les régions